



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
RAPPORT ANNUEL

(11 mai 2002 – 6 mars 2003)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS, 2003

SUPPLÉMENT N° 17

NATIONS UNIES

E/2003/37
E/ECE/1406



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

RAPPORT ANNUEL

(11 mai 2002 – 6 mars 2003)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
DOCUMENTS OFFICIELS, 2003

SUPPLÉMENT N° 17

NATIONS UNIES
New York et Genève, 2003

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/2003/37 E/ECE/1406

PUBLICATION DES NATIONS UNIES ISSN 0251-0189
--

TABLE DES MATIÈRES

	<u>paragraphe</u>	<u>page</u>
INTRODUCTION	1	5
CHAPITRE		
I QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	2	5
II TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION		
A. Activités des organes subsidiaires	3	5
B. Autres activités	4	5
C. Rapports avec d'autres programmes des Nations Unies	5	5
III CINQUANTE-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION		
A. Participants et organisation des travaux	6 - 12	6
B. Ordre du jour	13	7
C. Election du Bureau	14 - 16	8
D. Compte rendu sommaire des débats :		
Évolution de la situation économique dans la région de la CEE	17 - 23	8
Développement durable dans la région de la CEE :		
• Stratégies nationales de développement durable: principaux problèmes, enseignements et effets sur les travaux de la CEE	24 - 34	9
• Perspectives régionales dans le domaine du développement durable: suivi donné par la CEE au Sommet mondial pour le développement durable	35 - 40	12
La réforme de la CEE	41 - 44	14
Grandes orientations générales des travaux de la CEE	45 - 46	16
Résultats obtenus et obstacles rencontrés par la CEE en 2002 et perspectives pour 2003	47 - 50	17

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>paragraphe</u> s	<u>page</u>
CHAPITRE III (suite)		
Préparation et suivi des conférences mondiales et régionales	51 - 54	18
Coopération technique	55 - 57	19
Coopération et coordination avec d'autres organisations	58 - 59	20
Rapport du Groupe d'experts du programme de travail	60 - 63	20
Questions diverses.....	64	21
Adoption du rapport annuel de la Commission.....	65	21
* * *		
ANNEXES		
I Liste des réunions tenues par les organes subsidiaires de la Commission en 2002/2003		22
II Publications et documents publiés par la Commission en 2002/2003		34

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Rapport annuel pour la période du 11 mai 2002 au 6 mars 2003

INTRODUCTION

1. Le présent rapport annuel a été adopté à l'unanimité par la Commission économique pour l'Europe (CEE) à la sixième séance de sa cinquante-huitième session, le 6 mars 2003..

CHAPITRE I

QUESTIONS SUR LESQUELLES LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EST APPELÉ A PRENDRE DES DÉCISIONS

2. La Commission n'a recommandé aucun projet de décision appelant une décision du Conseil.

CHAPITRE II

TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA CINQUANTE-SEPTIÈME SESSION

A. Activités des organes subsidiaires

3. On trouvera à l'annexe I la liste des réunions tenues depuis la cinquante-septième session de la Commission, avec dans chaque cas indication de leurs dates, des noms des membres des bureaux et des cotes des rapports adoptés. Ces rapports indiquent les accords intervenus et les décisions prises.

B. Autres activités

4. Le secrétariat a assuré le service de la session annuelle de la Commission, des réunions informelles spéciales de la Commission, des sessions de ses organes subsidiaires, ainsi que des réunions spéciales tenues sous les auspices de la CEE. Il a poursuivi la publication de rapports périodiques, notamment l'Étude sur la situation économique de l'Europe, de plusieurs bulletins statistiques spécialisés et d'autres études (voir Annexe II). Le secrétariat de la Commission a eu des contacts étroits et réguliers avec le Secrétariat de l'ONU au Siège et a collaboré avec les services concernés ainsi qu'avec les secrétariats des autres commissions régionales à l'exécution de projets d'intérêt commun.

C. Rapports avec d'autres programmes des Nations Unies

5. La Commission et son secrétariat ont continué de coopérer en 2002/2003 avec divers organes des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, ainsi qu'avec leurs secrétariats, comme il est demandé dans le Plan d'Action.

CHAPITRE III

CINQUANTE-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION

A. Participation et organisation des travaux

6. La cinquante-huitième session de la Commission s'est tenue du 4 au 6 mars 2003. Le Président et la Secrétaire exécutive ont prononcé des déclarations.

7. Ont participé à la cinquante-huitième session des représentants des pays suivants: Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

8. Des représentants de la Communauté européenne ont participé à la session.

9. Des représentants du Saint-Siège ont pris part à la session en vertu de l'article 8 du mandat de la Commission.

10. Ont également assisté à la session des représentants du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies, du Bureau des commissions régionales de l'ONU à New York, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), ainsi des institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales ci-après: Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Banque mondiale, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Association européenne de libre échange (AELE), Organisation de la coopération économique de la mer Noire (CEMN), Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

11. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées: ECO-Accord/European ECO Forum, Fédération internationale des femmes diplômées des universités (FIFDU), Conseil international des femmes, Conseil international des femmes juives, Centre régional pour l'environnement de l'Asie centrale, Society for Psychological Study of Social Issues (SPSSI), Zonta International.

12. On trouvera la liste complète des participants dans le document E/ECE(58)/INF.1/Rev.1.

B. Ordre du jour

13. La Commission a adopté son ordre du jour (E/ECE/1397), tel que révisé oralement, qui se lisait comme suit:

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Évolution de la situation économique dans la région de la CEE.
3. Développement durable dans la région de la CEE:
 - Stratégies nationales de développement durable: principaux problèmes, enseignements et effets sur les travaux de la CEE;
 - Perspectives régionales dans le domaine du développement durable: suivi donné par la CEE au Sommet mondial pour le développement durable.
4. La réforme de la CEE.
5. Grandes orientations générales des travaux de la CEE.
6. Résultats obtenus et obstacles rencontrés par la CEE en 2002 et perspectives pour 2003.
7. Préparation et suivi des conférences mondiales et régionales:
 - Communication d'informations sur la Conférence ministérielle régionale paneuropéenne tenue à Bucarest, en novembre 2002, en vue de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information, et les préparatifs du Sommet mondial qui se tiendra en décembre 2003;
 - Suivi de la Conférence ministérielle sur le vieillissement tenue à Berlin en septembre 2002.
8. Coopération technique.
9. Coopération et coordination avec d'autres organisations.
10. Rapport du Groupe d'experts du programme de travail.
11. Élection du Bureau.
12. Questions diverses.
13. Adoption du rapport annuel de la Commission.

C. Élection du Bureau

14. Le Président de la cinquante-huitième session de la Commission était M. Clyde Kull (Estonie) et les Vice-Présidents M. Michel Adam (Belgique), M. Yaakov Levy (Israël) et M. Mykhailo Skuratovskyi (Ukraine).

15. Les rapporteurs de la session étaient M. Peter Storer (Autriche) et M. Bob Fairweather (Royaume-Uni).

16. À sa sixième séance, la Commission a réélu M. Clyde Kull (Estonie) Président de la cinquante-neuvième session. M. Vladimir Thanati (Albanie), M. Sergei Aleinik (Biélorus) et M. Michel Adam (Belgique) ont été élus Vice-Présidents de la cinquante-neuvième session.

D. Compte rendu des débats

Évolution de la situation économique dans la région de la CEE

(Point 2 de l'ordre du jour)

17. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie de l'Étude sur la situation économique de l'Europe - 2003, n° 1.

18. Les résultats de l'Étude ont été présentés par M. Dieter Hesse, Directeur de la Division des analyses économiques de la CEE.

19. Dans son exposé, M. Hesse a noté que l'évolution de la situation économique mondiale avait été plutôt décevante en 2002 mais qu'une reprise était attendue à partir du second semestre de 2003. Si la croissance avait été modeste en Europe occidentale et en Amérique du Nord, l'Europe orientale et les pays de la CEI avaient enregistré une croissance modérée à forte, due à la vigueur de la demande intérieure et à de bons résultats à l'exportation. M. Hesse a ensuite abordé les perspectives pour l'avenir.

20. Les délégations se sont félicitées de l'utilité de l'Étude du point de vue théorique et pratique et ont fait de brèves observations sur la situation économique dans leurs pays et leurs sous-régions, ainsi que sur la section consacrée aux incidences de l'élargissement de l'Union européenne sur les relations économiques et commerciales avec les pays non membres.

21. Quelques doutes ont été exprimés quant à la pertinence et à la fiabilité de certaines évaluations figurant au chapitre 5 (Progrès des réformes systémiques dans la CEI) et concernant les sources de données et les méthodologies utilisées pour mesurer les progrès réalisés dans l'instauration de sociétés démocratiques, l'amélioration des systèmes politiques, la lutte contre la corruption, la promotion de l'état de droit, etc. Des représentants ont noté que l'on pourrait améliorer la qualité du rapport en utilisant, aux fins de l'analyse et de la comparaison, des données plus récentes, plus fiables et plus largement reconnues, en établissant un système uniforme d'indicateurs du développement des pays et en améliorant la communication avec les institutions nationales et les organisations internationales compétentes pour garantir la qualité et la fiabilité des données, plutôt que d'exploiter des données provenant de sources comme des ONG ou des fondations privées. Le secrétariat a répondu qu'il avait utilisé les dernières données disponibles pour réaliser l'Étude et qu'il accordait la préférence aux données officielles. Lorsqu'il ne pouvait

en obtenir, il procédait à un contrôle rigoureux des données provenant d'autres sources. Il invitait les pays membres à fournir des données plus récentes s'ils en disposaient.

22. La question de savoir s'il était possible de procéder à une analyse du taux potentiel de croissance a également été posée.

23. Le secrétariat a répondu qu'il serait intéressant d'évaluer le potentiel de croissance, mais qu'il ne disposait pas actuellement des séries chronologiques nécessaires.

Développement durable dans la région de la CEE

(Point 3 de l'ordre du jour)

- **Stratégies nationales de développement durable: principaux problèmes, enseignements et effets sur les travaux de la CEE**

24. Pour l'examen de ce point, les deux tables rondes ci-après ont été organisées:

- i) Table ronde I: «Progrès réalisés dans le cadre des stratégies nationales de développement durable». M. Ioan Jeleu (Secrétaire d'État à la protection de l'environnement, Ministère de l'eau et de la protection de l'environnement, Roumanie) a animé la session. Sont intervenus au cours du débat: M. Christian Vanden Bilcke (Directeur de la Direction du développement durable et de la coopération scientifique, Ministère des affaires étrangères, Belgique), M. Amir Hadziomeragic (Bureau du développement économique, Ministère des relations commerciales et économiques extérieures, Bosnie-Herzégovine); M. Tomas Novotny (Ministre adjoint de l'environnement, République tchèque); M^{me} Kairi Saar (Département de la politique économique extérieure, Ministère des affaires étrangères, Estonie); M^{me} Cornélia Quenet-Thielen (Directrice générale adjointe, Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire, Allemagne); M^{me} Judit Habuda (Secrétaire d'État adjointe au Cabinet du Premier Ministre, Hongrie); M. Veaceslav Afanasiev (Ministre adjoint de l'économie, République de Moldova); M. József Berenyi (Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères, Slovaquie); et M. Pierre Alain Rumley (Directeur de l'Office fédéral du développement territorial, Suisse).
- ii) Table ronde II: «Mise en œuvre des stratégies: le rôle de la coopération internationale». M. Andrey Granovsky (Directeur du Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères, Fédération de Russie) a animé la session. Sont intervenus au cours du débat: M. Manfred Schneider (Directeur chargé des questions internationales d'environnement, Ministère fédéral de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, Autriche); M. Mahmud Mamed-Kuliyev (Ministre adjoint des affaires étrangères, Azerbaïdjan); M. Rupert Willis (Direction générale de l'environnement de la Commission européenne); M. Kari Karanko (Directeur chargé de la politique internationale de l'environnement, Ministère des affaires étrangères, Finlande); M. Marc Giacomini (Chef du Service des affaires internationales, Ministère de l'écologie et du développement durable, France); M^{me} Vicky Karagiorgou (Conseillère spéciale, Ministère de l'environnement, de l'aménagement urbain et des travaux publics, Grèce); M. Jacek Jaskiewicz (Conseiller auprès du Ministre de l'environnement, Pologne); et M. Igor

Shumylo (Premier secrétaire d'État adjoint, Ministère de l'économie et de l'intégration européenne, Ukraine).

25. Au cours de la première table ronde, les participants ont fait part de l'expérience de leurs pays en matière d'élaboration de stratégies et de plans nationaux de développement durable et des progrès accomplis dans ce domaine. Les exposés se sont articulés autour de quatre grandes questions, à savoir: priorités ayant reçu une attention particulière dans le cadre de la stratégie nationale de développement durable; grandes étapes du processus d'élaboration de la stratégie, y compris le rôle des principales parties prenantes; mesures ou politiques envisagées; et évaluation et mobilisation des ressources nécessaires.

26. De nombreux pays membres de la CEE ont déjà adopté une stratégie ou un plan national de développement durable, tandis que d'autres doivent encore en achever la mise au point. Beaucoup ont élaboré leur plan de développement durable en même temps que leur plan de développement national ou dans le cadre de celui-ci; la difficulté est d'assurer la coordination et la cohérence des deux.

27. Les exposés ont fait ressortir un certain nombre de points importants pour l'élaboration des stratégies nationales de développement durable:

- i) Plutôt que de s'attaquer à tous les problèmes traités dans Action 21, il est préférable d'intervenir dans quelques domaines soigneusement choisis;
- ii) Les domaines d'intervention doivent être choisis en consultation avec toutes les parties prenantes, y compris les autorités locales, les communautés locales, la société civile en général, les universitaires, les ONG. Le rôle des partenariats a été mis en avant;
- iii) Il faut veiller à ce que les trois volets du développement durable soient traités de la même manière;
- iv) Les priorités le plus souvent adoptées par les pays sont les suivantes: dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement; changer les modes de production et de consommation; promouvoir le développement de la science et de la technologie; combattre la pauvreté et garantir la cohésion sociale; améliorer la qualité de vie et le bien-être de la population; promouvoir la santé; bien gérer les ressources naturelles; mettre en œuvre une politique d'énergie durable; protéger l'environnement; favoriser la recherche, la technologie et l'innovation; promouvoir l'utilisation des terres, l'aménagement urbain et le développement, ainsi que des transports ne nuisant pas à l'environnement;
- v) L'élaboration et l'application de la stratégie doivent s'appuyer sur un appareil législatif et bénéficier du soutien des plus hauts responsables du gouvernement;
- vi) L'expérience de plusieurs pays montre qu'il est essentiel d'établir un cadre institutionnel approprié - comités interministériels, conseils nationaux, par exemple - pour élaborer puis affiner la stratégie nationale; cela permet de définir des priorités en faisant participer les pouvoirs publics à tous les niveaux, ainsi que toutes les parties

prenantes (autorités locales, ONG, milieux scientifiques, secteur privé) et de favoriser ainsi un sentiment de maîtrise et de responsabilité;

- vii) L'établissement d'organes de liaison dans chaque service public et organisme apparenté est aussi un bon moyen d'assurer une participation multidisciplinaire, de créer des points de contact et d'assurer un suivi;
- viii) Le plan national de développement durable doit être évolutif et être assorti de mécanismes d'examen et de suivi; son élaboration et sa mise en œuvre doivent constituer un processus continu d'apprentissage;
- ix) Les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie doivent être mesurés à l'aide d'indicateurs concrets et d'objectifs clairement définis et selon un calendrier établi.

28. Nombre de pays utilisent Internet pour faciliter les consultations publiques, diffuser des informations et recueillir les réactions de tous les secteurs de la société civile. A cet égard, il a été suggéré que la CEE fasse figurer sur son site Web les rapports sur les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies/plans nationaux de développement durable de ses États membres.

29. Il a aussi été proposé que la CEE définisse un cadre d'évaluation, contribue au renforcement des capacités d'évaluation des progrès et de l'impact, et organise un échange d'expériences sur l'établissement des priorités et l'instauration de liens avec les programmes internationaux et les plans nationaux.

30. La seconde table ronde a porté sur la mise en œuvre de la stratégie et le rôle de la coopération internationale.

31. Les interventions ont essentiellement porté sur les cinq questions suivantes: a) existe-t-il un plan d'exécution/d'action pour la stratégie?; b) comment les mesures spécifiques d'application sont-elles élaborées, adoptées, exécutées et évaluées?; c) des indicateurs nationaux de développement durable ont-ils été conçus et utilisés?; d) la définition ou la mise en œuvre de la stratégie pose-t-elle des problèmes particuliers, pour lesquels le pays souhaiterait obtenir de l'aide et connaître l'expérience d'autres pays?; e) y a-t-il des résultats, des exemples ou des enseignements dont d'autres pays pourraient tirer parti et quelle est la valeur ajoutée de la coopération internationale/régionale de votre point de vue?

32. Les points ci-après sont ressortis du débat:

- i) Plusieurs intervenants ont indiqué qu'ils réexaminaient régulièrement leur stratégie nationale de développement durable, en fonction des progrès réalisés;
- ii) Compte tenu de la nécessité de concilier objectifs à long terme et intérêts politiques à court terme, un appui politique de haut niveau est nécessaire pour une bonne exécution de la stratégie;
- iii) Plusieurs intervenants ont rendu compte des mécanismes de mise en œuvre établis au niveau national, qui associaient tous les départements ministériels compétents et les différentes parties prenantes. Il a été noté que de vastes partenariats et un large

dialogue étaient nécessaires pour réussir la mise en œuvre de la stratégie et aider les différentes parties prenantes à s'en sentir pleinement responsables;

- iv) Les participants ont souligné qu'il fallait évaluer les progrès accomplis dans l'application de la stratégie en se fondant sur des objectifs, des indicateurs et des calendriers précis. Certains ont noté la nécessité de disposer de bases de données et d'indicateurs concernant le développement durable, les institutions internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies, pouvant jouer un rôle en la matière. Il fallait organiser des évaluations mutuelles fondées sur des indicateurs statistiques fiables;
- v) Certains participants ont suggéré d'adopter une approche intégrée de tous les aspects du développement durable, y compris la culture, l'emploi, le vieillissement, etc.;
- vi) L'importance de la coopération régionale et sous-régionale, telle que les partenariats euroméditerranéens et les initiatives dans la zone de la mer Baltique, a été soulignée;
- vii) Il a été suggéré que les organismes des Nations Unies contribuent au suivi du Sommet de Johannesburg au niveau national;
- viii) La question de la gouvernance internationale du développement durable a été jugée importante, compte tenu de la diversité culturelle, des objectifs de la communauté internationale, de la dimension sociale de la mondialisation et de l'intégration des questions d'environnement dans les négociations commerciales multilatérales. Il a été rappelé que la création d'une organisation mondiale de l'environnement avait été soulevée.

33. D'après les intervenants, la CEE pourrait jouer les rôles suivants:

- i) Stimuler, appuyer ou renforcer les processus sous-régionaux;
- ii) Contribuer à l'étude et au partage des meilleures pratiques concernant les mécanismes et les outils permettant de forger les décisions à long terme et de mieux intégrer les trois dimensions du développement durable dans tous les secteurs d'activité;
- iii) Contribuer à l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs interdépendants du développement durable, qui fournirait une base statistique solide pour appuyer les activités de suivi au niveau national.

34. Le modérateur a évoqué deux autres questions qui méritaient examen, à savoir le financement du développement durable au niveau national, et le renforcement des capacités et l'éducation.

- **Perspectives régionales dans le domaine du développement durable: suivi donné par la CEE au Sommet mondial pour le développement durable**

35. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document intitulé «Proposition de suivi, pour la région de la CEE, du Sommet mondial pour le développement durable» (E/ECE/1398).

36. La Secrétaire exécutive a présenté le rapport. M^{me} Anne Kerr, Chef du Service des informations nationales, des stratégies et des institutions du secrétariat de la Commission du développement durable à New York, a fait un certain nombre d'observations et a dit que le véritable succès du Sommet mondial pour le développement durable se mesurerait à l'aune des objectifs et des engagements réalisés.

37. M^{me} Kerr a indiqué que le Secrétaire général avait récemment publié un rapport intitulé «Suivi du Sommet mondial et rôle futur de la Commission: bilan de l'application», qui mettait l'accent sur les rôles dynamiques et catalytiques que les régions pouvaient jouer en renforçant les liens entre les discussions menées au niveau mondial et les mesures prises au niveau national et en faisant participer les institutions régionales aux travaux sur le développement durable. Des forums régionaux d'application seraient organisés au cours du débat ministériel de haut niveau de la onzième session de la Commission du développement durable en avril 2003.

38. Un certain nombre de points se sont dégagés du débat:

- Dans son «Plan d'application», le Sommet mondial pour le développement durable a donné un mandat précis aux commissions régionales de l'ONU;
- La CEE avait déjà réalisé des travaux importants dans le domaine du développement durable avant la tenue du Sommet mondial; les activités de suivi devraient s'appuyer sur ces travaux et les compétences déjà disponibles devraient être pleinement exploitées;
- Les délégations se sont félicitées des efforts déployés par le secrétariat de la CEE pour intégrer le développement durable dans les différents sous-programmes. Les domaines dans lesquels la CEE mène des activités sont tous importants pour le développement durable. Il faudrait s'assurer que toutes les activités menées concourent à un développement durable;
- La CEE devrait, en collaboration avec le Conseil de l'Europe et l'UNESCO, élaborer une stratégie active d'éducation pour le développement durable;
- Toute nouvelle activité devrait présenter une valeur ajoutée manifeste par rapport à ce que d'autres organisations font dans ce domaine et le choix de tout nouveau secteur d'activité devrait être fonction de la demande des États membres. Il importe d'éviter les chevauchements avec d'autres organismes ou institutions des Nations Unies tels que l'OMS, le PNUE et l'UNESCO, et de coopérer avec eux;
- Les activités de la CEE devraient être en phase avec les programmes et les initiatives en cours, tels que les travaux relatifs au développement durable menés dans le cadre de la Commission du développement durable, du PNUE et du processus «Un environnement pour l'Europe». La CEE devrait coordonner ses activités en général avec celles des autres organisations régionales et processus sous-régionaux;
- La CEE devrait contribuer activement à l'application des stratégies de développement durable, à la révision des programmes nationaux de développement durable, à

l'examen des partenariats institués à Johannesburg et à l'instauration de nouveaux partenariats.

39. En réponse à une question sur les modalités de travail du Groupe de gestion de haut niveau, le secrétariat a dit que si le Groupe avait été créé au sein du secrétariat pour faciliter la coopération entre les divisions, des consultations avec les États membres pouvaient être organisées sur des questions de fond.

40. À l'issue du débat, durant lequel des avis divergents ont été exprimés, la Commission a estimé d'une manière générale que la CEE devait jouer un rôle dans le suivi du Sommet mondial pour le développement durable, étant entendu que les modalités et le cadre de son action seraient décidés ultérieurement, compte tenu des débats et des éventuelles décisions de la Commission du développement durable, lors d'une réunion informelle spéciale de la Commission.

La réforme de la CEE (Point 4 de l'ordre du jour)

41. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document intitulé «La réforme de la CEE» (E/ECE/1399), qui mettait l'accent sur la réforme du secrétariat, la structure intergouvernementale et la réforme des activités de coopération technique.

42. La Secrétaire exécutive a rappelé que le débat sur la réforme de la CEE avait été engagé à la cinquante-septième session annuelle de la Commission en mai 2002, sur la base du document de séance 3 intitulé «Renforcement de l'Organisation: auto-évaluation du secrétariat de la CEE».

43. Les délégations ont évoqué les points suivants:

- Il importe de renforcer le rôle du Groupe d'experts du programme de travail en tant qu'organe permettant aux États membres de se consulter et de formuler des recommandations d'action à l'intention de la Commission;
- Le rôle du Groupe directeur doit être reconsidéré;
- Il importe d'assurer une coordination avec les États membres et leurs missions permanentes en ce qui concerne les invitations à participer aux réunions de la CEE;
- En outre, les procédures d'enregistrement et d'accès au Palais des Nations utilisées par la CEE et par l'Office des Nations Unies à Genève doivent être améliorées afin de renforcer la sécurité;
- Le Plan d'action de 1997 demeure valide et devrait guider les travaux de la CEE;
- La réforme de la CEE devrait être un processus permanent et s'inscrire dans le cadre général de la réforme de l'Organisation des Nations Unies;
- Il faudrait procéder à intervalles réguliers à un réexamen de la structure intergouvernementale, avec la pleine participation des organes subsidiaires principaux et de leurs bureaux;

- Des clauses de caducité devraient être prévues, selon qu'il convient;
- La structure intergouvernementale devrait refléter le mandat et les principales priorités de la CEE et être suffisamment flexible pour s'adapter aux nouvelles réalités;
- L'ensemble de propositions figurant dans le document de réforme doit être assorti d'un calendrier précis, dans un souci de transparence et de responsabilisation;
- Les vues des experts qui connaissent bien l'ensemble du processus de réforme de l'ONU (par exemple, ceux du Siège) devraient être mises au service du processus de réforme de la CEE;
- Il faudrait revoir la fréquence des réunions et le nombre de publications pour qu'elles soient plus efficaces et mieux ciblées;
- L'évaluation et le suivi des programmes et des projets par des experts extérieurs et par les États membres devraient fournir des renseignements utiles et améliorer la planification et le ciblage des activités;
- Il importe de rationaliser toutes les activités et d'éviter les doubles emplois;
- Il faut continuer de renforcer les activités intersectorielles;
- Les activités de coopération technique devraient être déterminées par la demande, être axées sur les résultats et mettre l'accent sur les domaines prioritaires et sur les pays qui en ont le plus besoin;
- Il importe d'accroître la transparence et la responsabilité vis-à-vis des États membres en ce qui concerne les activités de coopération technique, y compris celles des conseillers régionaux;
- Il faut améliorer la cohérence des structures internes de la CEE;
- Il faut accroître la mobilisation de ressources pour les activités de coopération technique et élaborer des stratégies efficaces en la matière;
- Il faudrait améliorer la hiérarchisation et la planification des activités de coopération technique et associer plus étroitement les États membres à la prise de décisions dans ces domaines;
- Il est essentiel d'améliorer l'évaluation qualitative des résultats des activités de coopération technique.

44. En conclusion, le Président de la Commission a déclaré que de nombreuses délégations s'étaient félicitées de la direction prise par la Secrétaire exécutive dans son rapport et avaient accueilli favorablement plusieurs mesures proposées. Il faudrait toutefois continuer de débattre d'autres mesures, concernant en particulier la restructuration intergouvernementale (décision 3), la structure intergouvernementale et la coopération technique. Le Groupe d'experts du programme

de travail poursuivrait donc l'examen de la question de la réforme de la CEE, y compris des points soulevés par des délégations (voir le paragraphe 43 ci-dessus), dans le cadre de son programme de travail et soumettrait des recommandations à la Commission pour examen.

Grandes orientations générales des travaux de la CEE
(Point 5 de l'ordre du jour)

45. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport de la Secrétaire exécutive intitulé «Grandes orientations générales des travaux de la CEE» (E/ECE/1400).

46. Les points saillants du débat ont été les suivants:

- La Commission a exprimé son accord général avec le contenu du rapport;
- La Commission était favorable à ce que la CEE poursuive dans la voie actuelle pour mieux intégrer les trois dimensions du développement durable dans tous ses domaines de travail et activités, conformément au plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable;
- La CEE devait s'adapter aux nouvelles réalités en ajustant, si nécessaire, son programme de travail, mais son mandat n'avait pas à être élargi. Elle devait en revanche continuer de mettre l'accent sur les domaines dans lesquels ses compétences et ses atouts étaient manifestes et reconnus. Les ajustements ne devaient pas avoir d'incidences négatives sur les activités en cours, en particulier dans le domaine de la normalisation. Les activités devaient être déterminées par la demande;
- Les nouvelles activités découlant d'un ajustement du programme de travail ne devaient pas avoir d'incidences budgétaires;
- Après l'élargissement de l'Union européenne, la CEE devrait continuer à jouer son rôle d'appui à la coopération régionale entre l'Union européenne et les pays non membres et entre les pays non membres, de manière à créer des conditions favorables à une intensification de la coopération économique en Europe. Les activités de coopération technique devraient être axées sur l'ajustement des pays en transition non membres. Parallèlement, la CEE devrait éviter d'empiéter sur les divers programmes d'assistance de l'Union européenne. S'agissant de l'application des normes, il a été jugé utile de renforcer la coopération entre la CEE et la Commission européenne;
- Les participants ont reconnu l'importance des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'économie fondée sur le savoir pour les pays en transition en particulier. Il fallait toutefois déterminer la portée des activités à entreprendre dans ces domaines en préservant l'équilibre avec la principale organisation compétente en la matière, à savoir l'Union internationale des télécommunications (UIT);
- Les participants se sont interrogés sur les activités relatives à la gouvernance d'entreprises; il faudrait veiller à ce que celles-ci soient conçues de telle manière que les pays membres puissent en tirer le meilleur parti, tout en évitant les doubles emplois avec d'autres organisations compétentes;

- Les participants ont approuvé la volonté de mettre l'accent sur les mesures d'application;
- Il a été souligné que la CEE devait aider les pays à suivre et à évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs définis lors de conférences mondiales ayant trait au mandat de la CEE.

**Résultats obtenus et obstacles rencontrés par la CEE en 2002
et perspectives pour 2003**
(Point 6 de l'ordre du jour)

47. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du rapport de la Secrétaire exécutive intitulé «Résultats obtenus et obstacles rencontrés par la CEE en 2002 et perspectives pour 2003» (E/ECE/1401).

48. Les présidents et vice-présidents des organes subsidiaires principaux de la CEE ont présenté les résultats de leurs travaux ainsi que les perspectives et les enjeux pour l'avenir.

49. La Commission s'est félicitée des travaux des organes subsidiaires principaux. Les points suivants ont été soulignés:

- Tous les organes subsidiaires principaux réexaminent déjà régulièrement leurs orientations stratégiques et leurs priorités et activités. Il faudrait toutefois aussi envisager de rationaliser et de restructurer à l'avenir les organes subsidiaires et groupes apparentés, afin qu'ils continuent d'être utiles et efficaces;
- Des évaluations de l'efficacité et de l'impact des travaux de la CEE aideraient la Commission à prendre des décisions;
- Les questions de parité devraient être mieux intégrées dans tous les sous-programmes;
- Les bureaux des organes subsidiaires principaux devaient contribuer à la coordination globale des programmes avec les autres organisations intervenant dans les mêmes domaines d'activité afin d'éviter les doubles emplois et de renforcer la complémentarité des activités.

50. Des clarifications ont été apportées sur un certain nombre de questions. En conclusion, le Président a réaffirmé qu'il était utile de faire figurer la question examinée à l'ordre du jour et a souligné l'importance du «réel» travail fourni par les organes subsidiaires principaux.

Préparation et suivi des conférences mondiales et régionales

- **Communication d'informations sur la Conférence ministérielle régionale paneuropéenne tenue à Bucarest, en novembre 2002, en vue de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information, et les préparatifs du Sommet mondial qui se tiendra en décembre 2003**
- **Suivi de la Conférence ministérielle sur le vieillissement tenue à Berlin en septembre 2002**

(Point 7 de l'ordre du jour)

51. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document intitulé «Préparation et suivi des conférences mondiales et régionales» (E/ECE/1402), qui comprenait des informations sur la Conférence ministérielle paneuropéenne tenue dans le cadre de la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information, ainsi que des propositions concernant le suivi de la Conférence ministérielle sur le vieillissement par la CEE.

52. Les délégations roumaine et allemande ont formulé des remarques préliminaires concernant, respectivement, la Conférence ministérielle paneuropéenne et la Conférence ministérielle sur le vieillissement.

53. Un certain nombre d'observations ont été faites au cours du débat:

- Les participants se sont félicités de la préparation et des résultats de la Conférence ministérielle paneuropéenne, y compris de ses incidences sur la préparation du Sommet mondial sur la société de l'information;
- Les activités de suivi de la Conférence de Berlin devraient s'inscrire dans les limites du mandat et du budget de la CEE et s'appuyer sur les compétences reconnues de celle-ci, sans pour autant établir un nouveau domaine d'activité distinct;
- Les activités de suivi devraient être bien structurées et privilégier l'intégration des questions liées au vieillissement dans les structures et le programme de travail actuels;
- Une coordination devrait être assurée avec les autres organisations compétentes;
- S'agissant du suivi de la Conférence de Berlin, la CEE devrait contribuer activement à promouvoir la coopération en réseau, en facilitant les échanges d'informations – séminaires, tables rondes, collecte de données, analyses – tout en évitant les chevauchements d'activités avec les autres organisations;
- La proposition de collaboration avec le Centre européen de recherche en politique sociale de Vienne a été accueillie favorablement.

54. Résumant le débat, le Président a dit que les délégations étaient globalement satisfaites de la contribution apportée par la CEE aux travaux des deux conférences. Concernant le suivi de la Conférence ministérielle sur le vieillissement, il s'agissait d'un travail en cours qui supposait de plus amples discussions avec les États membres, dans le cadre du mandat et des compétences de la CEE.

Coopération technique
(Point 8 de l'ordre du jour)

55. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document intitulé «Vue d'ensemble des activités de coopération technique menées par la CEE en 2002» (E/ECE/1403).

56. La Commission s'est félicitée des activités de coopération technique menées par la CEE et de l'assistance fournie aux pays membres les moins avancés. Elle a salué la création d'un nouveau groupe de la coopération technique et a soutenu l'idée d'établir au sein du secrétariat un comité mixte chargé d'améliorer la coordination globale des activités de coopération technique.

57. Les points ci-après sont ressortis du débat:

- Le mécanisme servant à définir les activités prioritaires de coopération technique devait être renforcé pour que les projets d'assistance technique répondent aux besoins réels des pays membres et n'empiètent pas sur les activités d'autres organisations;
- Les activités de coopération technique devraient être déterminées par la demande et avoir une orientation pratique, l'accent devant être mis sur les pays en transition à faible revenu et moins développés;
- Les activités de coopération technique en faveur du Sud-Caucase et de l'Asie centrale menées dans le cadre du Programme spécial pour les économies des pays d'Asie centrale devraient être renforcées;
- Le secrétariat doit trouver de nouveaux moyens de mobiliser des ressources financières, le cas échéant en diffusant mieux l'information auprès des donateurs potentiels, en transmettant des renseignements sur les projets envisagés aux missions à Genève et en invitant les gouvernements donateurs et le secteur privé à fournir un appui financier;
- La fourniture régulière d'informations sur les projets d'assistance technique en cours contribuerait à accroître la transparence. À cet égard, les États membres ont été informés de la création d'un nouveau site Web de la CEE consacré à la coopération technique, qui donne une information sur les fonds d'affectation spéciale et les propositions de projet;
- Il faudrait accorder une assistance financière aux pays en transition à faible revenu qui leur permette de participer à des activités de la CEE telles qu'ateliers et séminaires;
- Il est important et nécessaire d'évaluer les activités de coopération technique, même si l'on sait que cela est difficile et complexe et exige des ressources;
- En aucun cas, les ressources allouées aux activités de base de la CEE, en particulier en matière de normalisation, ne doivent être amputées au profit d'un accroissement des activités de coopération technique.

Coopération et coordination avec d'autres organisations

(Point 9 de l'ordre du jour)

58. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie du document intitulé «Coopération et coordination avec d'autres organisations» (E/ECE/1404). Elle a noté avec satisfaction que la CEE coopérait avec d'autres organisations compétentes dans le même domaine et a encouragé le secrétariat à intensifier cette coopération.

59. Les points ci-après sont ressortis du débat:

- La contribution de fond de la CEE aux travaux de l'OSCE sur les aspects économiques et environnementaux de la sécurité en Europe s'est avérée très précieuse, en particulier s'agissant du Forum économique annuel de l'OSCE et de l'élaboration du nouveau document stratégique demandée par la Conférence ministérielle de l'OSCE à Porto (décembre 2002);
- Le rôle joué par la CEE auprès de l'OSCE n'avait pas été suffisamment reconnu dans le passé;
- Les futurs programmes de travail de la CEE devraient faire référence au rôle joué par la CEE auprès de l'OSCE;
- Il a été suggéré de prévoir des crédits budgétaires;
- Il faudrait étudier plus avant les bénéfices potentiels d'une coopération entre la CEE et les organisations sous-régionales, en particulier dans la «partie orientale» de la région.

Rapport du Groupe d'experts du programme de travail

(Point 10 de l'ordre du jour)

60. La Commission était saisie du rapport du Groupe d'experts du programme de travail (E/ECE/1405), qui présentait une synthèse des travaux réalisés par le Groupe en 2002. Le Président du Groupe a rendu compte des réunions formelles et informelles tenues par le Groupe au début de 2003.

61. Nombre de délégations ont salué le travail considérable effectué par le Groupe sur un grand nombre de questions et les États membres ont réaffirmé la nécessité de renforcer le rôle du Groupe.

62. Le Président s'est félicité de l'intérêt manifesté par les États membres et a réaffirmé que la Commission avait à plusieurs reprises chargé le Groupe d'examiner un large éventail de questions et de formuler des recommandations à son intention. Les États membres auraient à s'occuper du renforcement du mandat du Groupe au cours de l'année, dans le cadre des discussions en cours sur la réforme de la CEE.

63. La Commission a remercié M^{me} Irina Ananich (Biélorus) de sa contribution en tant que Présidente du Groupe d'experts du programme de travail et lui a adressé tous ses vœux de succès dans sa future carrière diplomatique.

Questions diverses
(Point 12 de l'ordre du jour)

64. Les délégations ont évoqué le problème de la publication en temps voulu des documents officiels dans les trois langues de travail de la Commission, y compris sur le site Web officiel de la CEE, conformément à la recommandation de la Réunion informelle spéciale de la Commission du 2 décembre 2002.

Adoption du rapport annuel de la Commission
(Point 13 de l'ordre du jour)

65. À sa 6^e séance, le 6 mars 2003, la Commission a adopté son rapport sur la période allant du 11 mai 2002 au 6 mars 2003.

ANNEXE I

LISTE DES RÉUNIONS TENUES PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES
DE LA COMMISSION EN 2002/2003

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
LA COMMISSION		
Réunion informelle spéciale de la Commission	20 juin 2002	--
Président : M. C. Kull (Estonie)	14 octobre 2002	--
	2 décembre 2002	E/ECE/1396
Réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé	2 ^e session 5 juillet 2002	ECE/AC.21/2002/6 EUR/02/5040828/6
Co-Présidents : M. A. Nasonov (Fédération de Russie) M ^{me} J. Maucec Zakotnik (Slovénie) M. H. Schreiber (Autriche) M. H. von Meijenfeldt (Pays-Bas)		
Conférence ministérielle sur le vieillissement	11-13 septembre 2002 Berlin (Allemagne)	ECE/AC.23/2002/9
Présidente : M ^{me} C. Bergmann (Allemagne)		
Vice-Présidents : M ^{me} G. Karelava (Fédération de Russie) M. V. Dimovski (Slovénie) M. E. Sontag (États-Unis)		
Groupe de travail pour la Conférence ministérielle sur le vieillissement	3 ^e réunion 3-5 juin 2002	--
Président : M. C. Linzbach (Allemagne)	4 ^e réunion 1er-5 juillet 2002	--
Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance		
Organe exécutif de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	20 ^e session 10-13 décembre 2002	ECE/EB.AIR/77
Président : M. H. Dovland (Norvège)		
Vice-Présidents : M. D. Hrcek (Slovénie) M. W. Harnett (États-Unis) M. L. Lindau (Suède) M. M. Williams (Royaume-Uni) M. P. Széll (Royaume-Uni) M. R. Ballaman (Suisse) M. H.-D. Gregor (Allemagne)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Organe directeur du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP)	26 ^e session 2-4 septembre 2002	EB.AIR/GE.1/2002/2
Président : M. M. Williams (Royaume-Uni)		
Vice-Présidents : M. P. Grennfelt (Suède)		
M. R. Van Aalst (Pays-Bas)		
M ^{me} S. Vidic (Croatie)		
M ^{me} L. Edwards (Communauté européenne)		
M. S. Doytchnov (Italie)		
M. J. Santroch (République tchèque)		
Groupe de travail des effets	21 ^e session 28-30 août 2002	EB.AIR/WG.1/2002/2
Président : M. H.-D. Gregor (Allemagne)		
Vice-Présidents : M. B. Achermann (Suisse)		
M. V.N. Bashkin (Fédération de Russie)		
M. G. Fenech (Canada)		
M. R. Guardans (Espagne)		
M. T. Johannessen (Norvège)		
Groupe de travail des stratégies et de l'examen	34 ^e session 18-20 septembre 2002	EB.AIR/WG.5/74
Président : M. R. Ballaman (Suisse)		
Vice-Présidents : M. V. Sokolovsky (Fédération de Russie)		
M. D. Jost (Allemagne)		
M. J. Zurek (Pologne)		
M ^{me} K. Scavo (États-Unis)		
Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux		
Groupe de travail intergouvernemental sur la responsabilité civile	4 ^e réunion 2-4 septembre 2002	MP.WAT/AC.3/2002/11 CP.TEIA/AC.1/2002/11
Présidente : M ^{me} P. Daskalopoulou-Livada (Grèce)	5 ^e réunion 11-13 novembre 2002	MP.WAT/AC.3/2002/14 CP.TEIA/AC.1/2002/14
Vice-Présidents : M. J. Bally (Suisse)		
M. A. Tanzi (Italie)	6 ^e réunion 15-17 janvier 2003	MP.WAT/AC.3/2003/3 CP.TEIA/AC.1/2003/3
M. J. Wettig (Communauté européenne)	7 ^e réunion 26-27 février 2003	MP.WAT/AC.3/2003/7 CP.TEIA/AC.1/2003/7
Groupe de travail de la surveillance et de l'évaluation	3 ^e réunion 3-5 octobre 2002 Helsinki (Finlande)	MP.WAT/WG.2/2002/2
Présidente : M ^{me} L. Kauppi (Finlande)		
Vice-Présidente : M ^{me} Z. Buzas (Hongrie)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail de l'eau et de la santé	2 ^e réunion 28-29 octobre 2002 Budapest (Hongrie)	MP.WAT/WG.4/2002/2 EUR/02/5044180/2
Président :	M. M. Kadar (Hongrie)	

**Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement
dans un contexte transfrontière**

Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement	5 ^e réunion 27-29 janvier 2003	MP.EIA/WG.1/2003/2
Président :	M. S. Ruchti (Suisse)	
Vice-Présidente :	M ^{me} V. Grigorova (Bulgarie)	

Groupe de travail spécial du Protocole sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement des décisions stratégiques	6 ^e session 23-27 septembre 2002 Ohrid (ex-République yougoslave de Macédoine)	MP.EIA/AC.1/2002/7
Président :	M. T. Lind (Norvège)	
Vice-Présidents :	M. J. de Mulder (Belgique) M. J. Jendroska (Pologne) M. J. Volf (République tchèque)	7 ^e session 18-22 novembre 2002 MP.EIA/AC.1/2002/12
	8 ^e session 30 janvier 2003	MP.EIA/AC.1/2003/2

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels	1 ^e session 6-8 novembre 2002 Chisinau (République de Moldova)	ECE/CP.TEIA/7
Président :	M. E. Berger (Suisse)	
Vice-Président :	M. J. Wettig (Commission européenne)	

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	1 ^e réunion 21-23 octobre 2002 Lucca (Italie)	ECE/MP.PP/2
Président :	M. A. Matteoli (Italie)	
Vice-Président :	M. S. Kurykin (Ukraine)	
Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants	1 ^e réunion 25-29 novembre 2002	MP.PP/AC.1/2002/2
Président :	M. K. Blaha (République tchèque)	2 ^e réunion 27-30 janvier 2003 MP.PP/AC.1/2003/2
Vice-Président :	M. G. van Grootveld (Pays-Bas)	

ENVIRONNEMENT

Comité des politiques de l'environnement	9 ^e session 4-6 novembre 2002	ECE/CEP/86 et Add.1
Président : M. H. Von Meijenfeldt (Pays-Bas)	Session extraordinaire	ECE/CEP/91
Vice-Présidents : M ^{me} N. Darbynian (Arménie) M ^{me} H. Cizková (République tchèque) M. S. Tveretinov (Fédération de Russie) M. J. Kahn (Suède) M ^{me} S. Vermont (Suisse) M. M. Dimovski (ex-République yougoslave de Macédoine) M ^{me} L. Poulton (Etats-Unis)	18-19 février 2003	
Groupe spécial d'experts des études de performance environnementales	9 ^e réunion 7-11 octobre 2002	--
Co-Présidents : M ^{me} V. Grigorova (Bulgarie) M. H. Liiv (Estonie)	10 ^e réunion 17 février 2003	--
Groupe de travail spécial sur la surveillance de l'environnement	3 ^e session 29-30 août 2002	CEP/AC.10/2002/15
Président : M. Yu. Tsaturov (Fédération de Russie)	4 ^e session 28-29 novembre 2002	-
Groupe de travail préparatoire spécial composé de hauts fonctionnaires "Un environnement pour l'Europe"	3 ^e session 3-4 juillet 2002	CEP/AC.11/2002/2
Présidente : M ^{me} A. Golubovska-Onisimova (Ukraine)	4 ^e session 7-8 novembre 2002	CEP/AC.11/2002/24
Président : M. V. Chevtchuk (Ukraine)	5 ^e session 20-21 février 2003	CEP/AC.11/2003/2
Groupe de travail chargé de préparer la première réunion des Parties à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	2 ^e réunion 21-24 mai 2002	CEP/WG.5/2002/2
Président : M. F. La Camera (Italie)	3 ^e réunion 8-10 juillet 2002 Pula (Croatie)	CEP/WG.5/2002/14
Vice-Présidents : M. V. Koester (Danemark) M. J. Jendroska (Pologne) M ^{me} N. Preradovic (Croatie) M ^{me} T. Shakirova (Kazakhstan) M ^{me} I. Bauer (Norvège) M ^{me} M. Taylor (Représentant des ONG)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe de travail sur les registres des rejets et transferts de polluants	5 ^e réunion 24-28 juin 2002	CEP/WG.5/AC.2/ 2002/6
Président : M. K. Blaha (République tchèque)	6 ^e réunion	CEP/WG.5/AC.2/
Vice-Président : M. G. van Grootveld (Pays-Bas)	16-17 septembre 2002	2002/9
Groupe de travail sur les organismes génétiquement modifiés	3 ^e réunion 17-19 juin 2002	CEP/WG.5/AC.3/ 2002/6
Président : M. H. Gaugitsch (Autriche)		
Vice-Présidente : M ^{me} L. Eek (Estonie)		

TRANSPORT

Comité des transports intérieurs	65 ^e session 18-20 février 2003	ECE/TRANS/152 et Add.1
Présidente : M ^{me} V. Tanase (Roumanie)		
Vice-Présidents : M. P. Päßgen (Allemagne)		
M. N. Matyushenko (Fédération de Russie)		
Groupe multidisciplinaire spécial d'experts sur la sécurité dans les tunnels	6 ^e session 21-22 janvier 2003	TRANS/AC.7/3
Président : M. M. Egger (Suisse)		
Vice-Président : M. D. Lacroix (France)		
Réunion spéciale d'experts sur la Convention sur la responsabilité civile pour les dommages causés au cours du transport de marchandises dangereuses par route, rail, et bateaux de navigation intérieure (CRTD)	1 ^e session 10-12 juin 2002	TRANS/AC.8/2
	2 ^e session 4-6 novembre 2002	TRANS/AC.8/4
Président : M. J.E. de Boer (Pays-Bas)		
Groupe pluridisciplinaire special d'experts de la sécurité dans les tunnels ferroviaires	1 ^e session 27-28 juin 2002	TRANS/AC.9/2
Président : M. G. Fudger (Royaume-Uni)	2 ^e session	TRANS/AC.9/4
Vice-Président : M. K.-J. Bieger (Allemagne)	25-26 novembre 2002	
Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières	39 ^e session 23-26 septembre 2002	TRANS/WP.1/85 et Add.1
Président : M. B. Périsset (Suisse)	40 ^e session	TRANS/WP.1/86
Vice-Présidents : M. D. Link (Israël)	27-29 novembre 2002	
M. Y. Yakimov (Fédération de Russie)		
Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports	15 ^e session 2-4 septembre 2002	TRANS/WP.5/32
Président : M. V. Arsenov (Fédération de Russie)		
Vice-Président : M. W. Zarnoch (Pologne)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Groupe de travail des statistiques des transports Président : M. E. Grib (Danemark)	53 ^e session 25-27 novembre 2002	TRANS/WP.6/143
Groupe de travail du transport des denrées périssables Président : M. M. Eilsoe (Danemark) Vice-Président : M. N- McGregor (Etats-Unis)	58 ^e session 11-14 novembre 2002	TRANS/WP.11/206
Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses Président M. J. Franco (Portugal) Vice-Présidente : M ^{me} A. Roumier (France)	72 ^e session 13-17 mai 2002 73 ^e session 4-8 novembre 2002	TRANS/WP.15/170 TRANS/WP.15/172
Réunion commune de la Commission de sécurité du RID et du Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses Président : M. A. Johansen (Norvège) Vice-Président : M. H. Rein (Allemagne)	9-12 septembre 2002	TRANS/WP.15/ AC.1/90
Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) Président : M. H. Rein (Allemagne) Vice-Président : M. M. Rak (République tchèque)	6 ^e session 27-30 mai 2002 7 ^e session 21-23 janvier 2003	TRANS/WP.15/ AC.2/13 TRANS/WP.15/ AC.2/15
Groupe de travail du transport combiné Présidente : M ^{me} M. Masclee (Pays-Bas) Vice-Président : M. M. Viardot (France)	38 ^e session 7-9 octobre 2002	TRANS/WP.24/97
Forum mondial sur l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29) Président : M. B. Gauvin (France) Vice-Président : M. V. Koutenev (Fédération de Russie)	127 ^e session 25-28 juin 2002 128 ^e session 12-15 novembre 2002	TRANS/WP.29/861 TRANS/WP.29/885
Président : M. V. Koutenev (Fédération de Russie) Vice-Président : M. B. Gauvin (France)	129 ^e session 11-14 mars 2002	TRANS/WP.29/909
Réunion d'experts du bruit Président : M. H. Löffelholz (Allemagne)	37 ^e session 19-20 septembre 2002	TRANS/WP.29/ GRB/35

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Réunion d'experts de l'éclairage et de la signalisation lumineuse	49 ^e session 30 septembre- 4 octobre 2002	TRANS/WP.29/ GRE/49
Président : M. H. Gorzkowski (Canada)		
Réunion d'experts de la pollution et de l'énergie	44 ^e session 10-14 juin 2002	TRANS/WP.29/ GRPE/44
Président : M. B. Gauvin (France)		
	45 ^e session 13-17 janvier 2003	TRANS/WP.29/ GRPE/45
Réunion d'experts en matière de roulement et de freinage	52 ^e session 16-18 septembre 2002	TRANS/WP.29/ GRRF/52
Président : M. M. Fendick (Royaume-Uni)		
Président : M. G. Harvey (Royaume-Uni)	53 ^e session 4-8 février 2002	TRANS/WP.29/ GRRF/53
Réunion d'experts des dispositions générales de sécurité	83 ^e session 15-18 octobre 2002	TRANS/WP.29/ GRSG/62
Président : M.A. Erario (Italie)		
Réunion d'experts de la sécurité passive	31 ^e session 13-17 mai 2002	TRANS/WP.29/ GRSP/31
Présidente : M ^{me} J. Abraham (Etats-Unis)		
	32 ^e session 10-13 décembre 2002	TRANS/WP.29/ GRSP/32
Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports	101 ^e session 19-21 juin 2002	TRANS/WP.30/202
Président : M. G. Jacobs (Pays-Bas)		
	102 ^e session 22-25 octobre 2002	TRANS/WP.30/204
	103 ^e session 4-7 février 2003	TRANS/WP.30/206
Comité de gestion de la Convention TIR de 1975	33 ^e session 24-25 octobre 2002	TRANS/WP.30/ AC.2/67
Président : M. O. Federov (Ukraine)		
Vice-Président : M. R. Sen (Turquie)		
Président : M. R. Sen (Turquie)	34 ^e session 6-7 février 2003	TRANS/WP.30/ AC.2/69
Vice-Présidente : M ^{me} M. Ogren (Suède)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Comité de gestion de la Convention internationale sur l'harmonisation des contrôles des marchandises aux frontières, 1982	5 ^e session 6-7 février 2003	TRANS/WP.30/ AC.3/10
Président :	-	
Groupe de travail des transports routiers	96 ^e session 7-10 octobre 2002	TRANS/SC.1/371 + Corr.1, +Add.1
Président :	M. J. Alaluusua (Finlande)	
Vice-Président :	M. A. Pinson (Fédération de Russie)	
Réunion spéciale sur l'application de l'Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR)	18 ^e session 10-11 juin 2002	TRANS/SC.1/ AC.5/36
Président :	M. M. Rolla (Pologne)	
Groupe de travail principal des transports par chemin de fer	56 ^e session 16-18 octobre 2002	TRANS/SC.2/198
Président :	M. G. Szabó (Hongrie)	
Vice-Président :	M. K. Kulesza (Pologne)	
Groupe de travail principal des transports par voie navigable	46 ^e session 22-24 octobre 2002	TRANS/SC.3/158
Président :	M. C. Hofhuizen (Pays-Bas)	
Vice-Président :	M. I. Valkar (Hongrie)	
Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et de sécurité en navigation intérieure	24 ^e session 5-7 juin 2002	TRANS/SC.3/WP.3/48
Président :	M. V. Vorontsov (Fédération de Russie)	

STATISTIQUES

Conférence des statisticiens européens	50 ^e session plénière 10-12 juin 2002	ECE/CES/62 + CES/2002/32 & Add.1-6
Président :	M. S. Longva (Norvège)	
Vice-Présidents :	M. L. Cook (Royaume Uni) M. H. Snorrason (Islande) M. T. Toczynski (Pologne) M. V. Sokolin (Fédération de Russie) M ^{me} K. Wallman (Etats-Unis)	
Réunion mixte CEE/Eurostat/OCDE sur la gestion des systèmes d'information statistique	17-19 février 2003	CES/AC.71/2
Co-Présidents :	M. M. Turner (Canada) M. W. Knueppel (Eurostat)	

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Séminaire conjoint CEE/Eurostat/OIT sur la mesure de la qualité de l'emploi	27-29 mai 2002	CES/SEM.48/2
Présidente : M ^{me} B. Buhmann (Suisse)		
Séminaire conjoint CEE/Eurostat/FAO/OCDE sur les statistiques agricoles : perspectives des indicateurs agricoles et ruraux et durabilité	21-22 novembre 2002 OCDE, Paris (France)	CES/SEM.49/2
Président : M. A. Lindner (OCDE)		
DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE		
Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise	6 ^e session 28 & 31 mai 2002	ECE/TRADE/300
Président : M. A. Safarik-Pstrosz (République tchèque)		
Vice-Présidents : M ^{me} A. Öktem (Turquie) M. R. van Kuik (Pays-Bas) M. T. Toichubaev (Kirghizistan)		
Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU)	8 ^e session 27-28 mai 2002	TRADE/CEFACT/ 2002/41
Président : M. C. Frühwald (Allemagne)		
Vice-Présidents : M. K. Itoh (Japon) M. S. Mila (IAPH) M. J. J. Olumekun (Nigeria) M ^{me} T. Sorrenti (Etats-Unis) M. R. Walker (Royaume-Uni)		
Groupe de travail des politiques d'harmonisation technique et de normalisation	12 ^e session 28-31 octobre 2002	TRADE/WP.6/2002/17
Président : M. C. Arvius (Suède)		
Vice-Présidents : M. D. Podhorsky (Slovaquie) M. V. Koreshkov (Biélorus)		
Groupe de travail sur des normes de qualité des produits agricoles	58 ^e session 29-31 October 2002	TRADE/WP.7/2002/9
Président : M. P.L. Priester (États-Unis)		
Vice-Présidentes : M ^{me} V. Baricicova (Slovaquie) M ^{me} O. Vorovenci (Roumanie)		
Réunion de la section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés (fruits)	49 ^e session 21-24 mai 2002	TRADE/WP.7/GE.2/ 2002/14
Président : M. W. Staub (Allemagne)		
Vice-Président : M. M. Sciannella (Italie)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Groupe de travail pour le développement de l'industrie et de l'entreprise	4 ^e session 13-14 février 2003	TRADE/WP.8/2002/11
Présidente : M ^{me} J. Habuda (Hongrie) Vice-Présidentes : M ^{me} D. Karajic (Croatie) M ^{me} T. Skameykina (Fédération de Russie)		
ÉNERGIE DURABLE		
Comité de l'énergie durable	12 ^e session 20-22 novembre 2002	ECE/ENERGY/49
Président : M. M. Greenbaum (États-Unis) Vice-Présidents : M. B. Zluwa (Autriche) M. M. Hors (France) M. L. Molnar (Hongrie) M. S. Mikhailov (Fédération de Russie) M. J.-C. Füeg (Suisse) M. T. Cerepnalkovski (ex-république yougoslave de Macédoine)		
Groupe spécial d'experts du charbon et de l'énergie thermique	5 ^e session 18-19 novembre 2002	ENERGY/GE.1/2002/3
Président : M. S. Klimov (Fédération de Russie) Vice-Présidents : M. C. Alexandrescu (Roumanie) M. M. Walis (République tchèque)		
Groupe spécial d'experts sur l'extension de l'interconnexion des réseaux électriques en Europe	5 ^e session 22 novembre 2002	ENERGY/GE.2/ 2002/2
Président : M. I. Smirnov (Fédération de Russie) Vice-Président : M. H.Ch. Blanc (France)		
Groupe special d'experts chargé de l'harmonisation de la terminologie des reserves ou ressources énergétiques	1 ^e session 12-13 juin 2002	ENERGY/GE.3/ 2002/2
Président : M. S. Heiberg (Norvège) Vice-Présidents : M. T. Ahlbrandt (États-Unis) M. O. Zaborin (Fédération de Russie) M. A. Subelj (Slovénie)	2 ^e session 14-15 novembre 2002	ENERGY/GE.3/ 2002/4
Groupe de travail du gaz	13 ^e session 21-22 janvier 2003	ENERGY/WP.3/ 2003/2
Président : M. B. Rey (Pologne) Vice-Présidents : M. N. Coupaye (France) M. F. De Lichtervelde (Belgique)		
Réunion spéciale d'experts des ressources en gaz naturel	25 ^e session 13-14 juin 2002	ENERGY/WP.3/GE.1/ 2002/2
Président : M. M. Kosinowski (Allemagne) Vice-Président : M. V. Skorobogatov (Fédération de Russie)		

Organe et Bureau	Session	Côte du rapport
Groupe spécial d'experts de l'approvisionnement et de l'utilisation du gaz	4 ^e session 23 janvier 2003	ENERGY/WP.3/ GE.5/2003/2
Président : M. A. Zedelj (Croatie) Vice-Présidente : M ^{me} M.T. Sao Pedro (Portugal)		
Comité directeur du projet "Efficacité énergétique 21"	13 ^e session 24-25 juin 2002	ENERGY/WP.4/ 2002/4
Président : M. B. Laponche (France) Vice-Présidents : M. T. Dahlsveen (Norvège) M. Z. Genchev (Bulgarie) Mr. T. Sacco (États-Unis) M ^{me} M. Persutto (Italie) M. B. Reoutov (Fédération de Russie)		
Équipe d'experts de la Fondation des Nations Unies/ Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux sur les investissements dans l'efficacité énergétique en vue d'atténuer les effets des changements climatiques	5 ^e réunion 26 juin 2002	ENERGY/WP.4/ 2002/5
Président : M. B. Jamet (France)		

BOIS

Comité du bois	60 ^e session 24-27 septembre 2002	ECE/TIM/99
Président : M. J. Serveau (Canada) Vice-Présidents : M. G.F. Borlea (Roumanie) M ^{me} A. Bergquist (Suède)		
Comité mixte FAO/CEE/OIT de la technologie, de la gestion et de la formation forestières	24 ^e session 12-14 septembre 2002 Ennis, comté de Clare (Irlande)	TIM/EFC/WP.1/ 2002/2
Président : M. H. Höfle (Allemagne) Vice-Présidents : M. D. McAree (Irlande) M. M. Büchel (Suisse)		
Séminaire sur les partenariats dans la foresterie	3-7 juin 2002 Bruxelles (Belgique)	TIM/EFC/WP.1/ SEM.53/2002/2
Présidents : M. C. de Schepper (Belgique) Vice-Présidents : M ^{me} C. Holding Anyonge (FAO) M. C. Salvignol (France) M ^{me} A. Noriega (Espagne)		
Séminaire sur le boisement dans le contexte de la gestion durable des forêts	15-18 septembre 2002 Ennis, comté de Clare (Irlande)	TIM/EFC/WP.1/ SEM.54/2002/2
Président : M. M. Prendergast (Irlande) Vice-Présidents : M. J. Connelly (Irlande) M. H. Höfle (Allemagne) M. E. Hendrick (Irlande)		

Organe et Bureau	Session	Cote du rapport
Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts	25 ^e session 24-26 février 2002	TIM/EFC/WP.2/ 2002/8
<p>Président : M. M. Gecovic (Slovaquie) Vice-Présidents : M. H. Huckert (Allemagne) M. M. Aarne (Finlande)</p>		

ETABLISSEMENTS HUMAINS

Comité des établissements humains	63 ^e session 16-18 septembre 2002	ECE/HBP/127
<p>Présidente : M^{me} D. Grabmüllerova (République tchèque) Vice-Présidents : M. W. Förster (Autriche) M. Y. Papadopoulos (Chypre) M. H. van Eyk (Pays-Bas) M. M. Zawislak (Pologne) M. A. Starovoytov (Fédération de Russie) M^{me} E. Szolgayová (Slovaquie)</p>		
Neuvième Conférence sur la recherche urbaine et régionale "Villes viables et vivables"	9-12 juin 2002 Leeds (Royaume-Uni)	HBP/SEM.53/2
<p>Président : M. J. Zetter (Royaume-Uni) Vice-Présidente : M^{me} M. Paskova (Slovaquie)</p>		

Groupe de coordination des activités opérationnelles

Premier Forum régional sur la jeunesse : « Sécurité, opportunités et prospérité »	26-28 août 2002	OPA/AC.33/2
<p>Président : -</p>		
Équipe spéciale de haut niveau sur l'évaluation et la capitalisation des biens intellectuels	18-19 novembre 2002	OPA/CONF.1/2002/2
<p>Présidente : M^{me} K. Keyes Endemann (Canada)</p>		
Table Ronde sur « Comment surmonter les obstacles à la mise en place d'une société de l'information : Une solution commerciale »	24-25 février 2003	OPA/CONF.1/2003/2
<p>Président : -</p>		

ANNEXE II

PUBLICATIONS ET DOCUMENTS PUBLIES PAR LA COMMISSION

A. LISTE DES PRINCIPALES ETUDES ET PUBLICATIONS DE LA CEE, 2002/2003

NOTE: Les symboles suivants indiquent les langues dans lesquelles les documents ont été publiés: A, anglais; F, français; R, russe; A/F, bilingue (anglais/français); A/F/R, trilingue (anglais/français/russe).

QUESTIONS GENERALES

Rapport annuel de la CEE au Conseil économique et social, 12 mai 2001 -
10 mai 2002, Supplément N° 17 (E/2002/37-E/ECE/1395) A F R

Étude sur la situation économique en Europe, 2002 N° 1 (N° de vente 02.II.E.7) A F R

Étude sur la situation économique en Europe, 2002 N° 2 (N° de vente 02.II.E.8) A F R

Étude sur la situation économique en Europe, 2003 N° 1 (N° de vente 03.II.E.26) A F R

Études économiques

Dynamics of Fertility and Partnership in Europe: Insights and Lessons from
Comparative Research, (2 volumes) (N° de vente 02.II.E.10) A

Fertility and Family Surveys in Countries of the ECE Region: Standard
Country Reports - N°. 10w Greece (N° de vente 02.II.E.6) A

ENVIRONNEMENT

Développement durable en Europe, Amérique du Nord et Asie Centrale: Progrès
depuis Rio (ECE/CEP/84) A F R

Études de performance environnementale

N° 14 – Uzbekistan (N° de vente 02.II.E.5) A

N° 15 – Yugoslavia (N° de vente 03.II.E.24) A

N° 16 – Albania (N° de vente 03.II.E.23) A

N° 17 – The former Yugoslav Republic of Macedonia (N° de vente 03.II.E.21) A

TRANSPORTS

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses
par route (ADR) (2 vol.) (ECE/TRANS/160) (N° de vente 02.VIII.1) A F R

Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (ECE/TRANS/170) (N° de vente 03.VIII.1)	A F R
Convention de Budapest relative au contrat de transport de marchandises en navigation intérieure (CMNI) (N° de vente 03.II.E.1) (anglais/français/russe/allemand/neerlandais)	A/F/R
Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Règlement type, 13 ^e édition révisée (ST/SG/AC.10/1/Rev.13) (N° de vente 03.VIII.5) (également disponible en arabe, chinois et espagnole)	A F R
Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, Manuel d'épreuves et de critères, 3 ^e édition révisée. Amendement 1: piles et batteries au lithium (ST/SG/AC.10/11/Rev.3/Amend.1) (N° de vente 02.VIII.4) (également disponible en arabe, chinois et espagnole)	A F R
Système harmonisé à l'échelle mondiale de classement et de l'étiquetage des produits chimiques (GHS) (ST/SG/AC.10/30) (N° de vente 03.II.E.25)	A F
Combined Census of Motor Traffic and Inventory of Standards and Parameters on Main International Traffic Arteries in Europe in 2000 - CD-ROM (N° de vente 03.II.E.36)	A
Statistiques des accidents de la circulation routière en Europe et en Amérique du Nord, 2002, Vol. XLVII (N° de vente 03.II.E.2)	A/F/R
Set of Guidelines for Socio-Economic Cost Benefit Analysis of Transport Infrastructure Project Appraisal (N° de vente 03.II.E.22)	A R
Forum mondial de l'harmonisation des règlements concernant les véhicules (WP.29): Comment il fonctionne, comment y adhérer (N° de vente 02.II.E.9)	A F R
Inland Transport Committee Directory, January 2003 (ECE/TRANS/NONE/2003/2)	A

STATISTIQUES

World Robotics 2002 (N° de vente E.02.0.8)	A
--	---

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Trade Data Interchange Directory (UN/EDIFACT) (<i>publication sur Internet</i> , http://www.unedifact.org or http://www.unece.org/trade/untdid/directory.htm)	A
Trade Data Elements Directory (<i>publication sur Internet</i> , http://www.unece.org/etrades/unedocs/tded.htm ou http://www.unece.org/etrades/download/downloadmain.htm#TDED)	A

UNECE Standards for Trade and Electronic Business (<i>publication sur Internet</i> , http://www.unedocs.org)	A
The UNECE Document Development Toolkit for Trade Facilitators: A toolkit for the design of UNLK aligned trade documents (<i>publication sur Internet</i> , http://www.unece.org/etrades/download/downloadmain.htm#TDED)	A
United Nations Codes for Trade and Transport Locations (UN/LOCODE) (<i>publication sur Internet</i> http://www.unece.org/etrades/download/downloadmain.htm#TDED)	A
ECE Extended Markup Language (XML) Trade Documents: FIATA Freight Forwarding Instructions (<i>publication sur Internet</i> , http://www.unece.org/etrades/unedocs/ffi.htm)	A
HTML release of Codes for Units of Measure used in international trade (Recommendation 20) (<i>publication sur Internet</i> , www.unece.org/etrades/download/downloadmain.htm#recommendations)	A
Liste des relais multiplicateurs et ressources (<i>publication sur Internet</i> , http://www.unece.org/trade/tips/multiply/multip_h.htm)	A F R
New and Revised Trade Facilitation Recommendation: Codes for Types of Means of Transport (<i>Internet publication</i> , www.unece.org/etrades/download/downloadmain.htm#recommendations)	A
Brochure d'information sur la facilitation du commerce – aperçu des notions et avantages essentiels (ECE/TRADE/289)	A F R
Information Brochure on the Single Window Concept (ECE/TRADE/324)	A
Information Brochure on E-Med business project - Capacity building in trade facilitation and electronic business in the Mediterranean (ECE/TRADE/321)	A
Trade Facilitation – the Challenges of Simplifying Procedures for World Trade Growth and Development (ECE/TRADE/299) (N° de vente 03.II.E.10)	A
Trading into the Future: E-Services for Trade, Investment and Enterprise (ECE/TRADE/286) (N° de vente 02.II.E.3)	A
Information Economy Report “E-Policy Development in Transition Economies - 2002-2003” (ECE/TRADE/297)	A
Towards a Knowledge-based Economy, Regional Assessment Report (ECE/TRADE/311/1) (N° de vente 03.II.E.9)	A

Towards a Knowledge-based Economy: Country Readiness Assessment Reports:

Armenia (ECE/TRADE/311/3) (N° de vente 03.II.E.5)	A
Belarus (ECE/TRADE/311/6) (N° de vente 03.II.E.7)	A
Bulgaria (ECE/TRADE/311/4) (N° de vente 03.II.E.6)	A
Georgia (ECE/TRADE/311/10) (N° de vente 03.II.E.16)	A
Kyrgyzstan (ECE/TRADE/311/7) (N° de vente 03.II.E.14)	A
Latvia (ECE/TRADE/311/8) (N° de vente 03.II.E.8)	A
Russian Federation (ECE/TRADE/311/2) (N° de vente 03.II.E.4)	A
Slovakia (ECE/TRADE/311/9) (N° de vente 03.II.E.15)	A
Yugoslavia (ECE/TRADE/311/5) (N° de vente 03.II.E.13)	A
Trade and Investment Guide No. 6: Services in Transition Economies (ECE/TRADE/285) (N° de vente 02.II.E.1)	A
Trade and Investment Guide No. 7: Trade Finance for Small and Medium-sized Enterprises in CIS Countries (ECE/TRADE/298) (N° de vente 03.II.E.17)	A
Best Practice for International Business, from the UNECE Committee for Trade, Industry and Enterprise Development (<i>CD-Rom</i>) (N° de vente 01.II.E.30)	A
Table ronde sur la restructuration industrielle dans les économies européens en transition : l'expérience accumulée et perspectives (ECE/TRADE/291) (N° de vente 02.II.E.11)	A F R
Developing Entrepreneurship and a Sustainable SME Sector in BSEC Countries (ECE/TRADE/292) (N° de vente 02.II.E.12)	A
Women's Entrepreneurship in Eastern Europe and CIS Countries (ECE/TRADE/310) (N° de vente 03.II.E.3)	A
The Role of the Economic Dimension in Conflict Prevention (ECE/TRADE/303) (N° de vente 02.II.E.14)	A
Investiguide 2002-2003, Project Opportunities and Contacts for the CEI Region (ECE/TRADE/313)	A
Entrepreneurship and Small and Medium-sized Enterprises: The Slovenian Experience (OPA/AC.30/1)	A
Best Practice in the Development of Entrepreneurship and SMEs in Countries in Transition: The Belarusian Experience (ECE/TRADE/302)	A
Séminaire sur l'analyse, les methodologies de traitement et la rehabilitation des sols et eaux souterraines pollués (ECE/TRADE/323)	A F R

ECE standards for seed potatoes (revision) (*publication sur Internet*,
www.unece.org/trade/agr/meetings/wp.07/documents/2002_09_a16.pdf) A

ENERGIE DURABLE

Système internationale de codification pour l'utilisation des charbons de rang inférieur (ECE/ENERGY/50) A/F/R

New Energy Security Threats, ECE Energy Series No. 19, eBook (ENERGY/2003/1) (N° de vente E.03.0.8) A

BOIS

Geneva Timber and Forest Discussion Papers

Forecast of the Economic Growth in OECD Countries and Central and Eastern European Countries for the Period 2000-2040 (ECE/TIM/DP/24) (N° de vente 02.II.E.13) A

Forest Certification Update for the UNECE Region, Summer 2002 2040 (ECE/TIM/DP/25) (N° de vente 02.II.E.16) A

Forest and Forest Products, Country Profile – Georgia 2040 (ECE/TIM/DP/26) (N° de vente 02.II.E.19) A

Russian Federation Forest Sector Outlook Study 2040 (ECE/TIM/DP/27) (N° de vente 02.II.E.30) A

Forest Cooperation with Countries in Transition 2040 (ECE/TIM/DP/28) (N° de vente 02.II.E.29) A

Employment Trends and Prospects in the European Forest Sector 2040 (ECE/TIM/DP/29) (N° de vente 02.II.E.28) A

Bulletin du bois, Vol. LV (2002)

N° 3 : Revue annuelle du marché des produits forestiers, 2001-2002 (ECE/TIM/BULL/2002/3) A F R

N° 4 : Statistiques des incendies de forêt, 1999-2001 (ECE/TIM/BULL/2002/4) A/F

N° 5 : Statistiques des courants commerciaux des produits forestiers, 1999-2000 A/F

N° 6 : Marchés des produits forestiers: perspectives pour 2003 (ECE/TIM/BULL/2002/6) A/F

<u>Séries d'informations sur le bois et la forêt: Annuaire du Comité du bois 2003</u> (ECE/TIM/INF/10)	A F R
Discussion Papers on Sustainable Forest Management: N° 1: Sustainable Development and Certification in the Russian Forest Sector (ECE/TRADE/283) (N° de vente 01.II.E.29)	A/R

Temperate and Boreal Forest Resources Assessment – update for Ministerial Conference (*publication sur Internet*) A

International Forest Fire News 2002 (ECE/TIM/NONE/2002/5) A

ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

Country Profiles on the Housing Sector: Romania (ECE/HBP/124) A

Country Profiles on the Housing Sector: Republic of Moldova (ECE/HBP/125) A

B. LISTE DES DOCUMENTS SOUMIS À LA COMMISSION À SA CINQUANTE-HUITIÈME SESSION

Ordre du jour provisoire E/ECE/1397

Proposition de suivi, pour la région de la CEE, du Sommet mondial pour le développement durable E/ECE/1398

La réforme de la CEE E/ECE/1399

Grandes orientations générales des travaux de la CEE E/ECE/1400

Résultats obtenus et obstacles rencontrés par la CEE-ONU en 2002 et perspectives pour 2003 E/ECE/1401

Préparation et suivi des conférences mondiales et régionales E/ECE/1402

Vue d'ensemble des activités de coopération techniques menées par la CEE en 2002 E/ECE/1403

Coopération et coordination avec d'autres organisations E/ECE/1404 et Add.1

Travail du Groupe d'experts du programme de travail E/ECE/140

Conference Room Paper 1: Background Paper on the 2002 Series of Country Profiles as submitted to the Commission on Sustainable Development

**C. RAPPORTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES PRINCIPAUX DE LA
COMMISSION**

Comité des politiques de l'environnement	ECE/CEP/86
Comité des transports intérieurs	ECE/TRANS/152
Conférence des statisticiens européens	ECE/CES/62 CES/2002/32 et Add. 1-6
Comité pour le développement du commerce, de l'industrie et de l'entreprise	ECE/TRADE/300
Comité de l'énergie durable	ECE/ENERGY/49
Comité du bois	ECE/TIM/99
Comité des établissements humains	ECE/HBP/127
